

**CIRDIS**

**Centre interdisciplinaire de recherche  
en développement international  
et société**

**UQAM**



OBSERVATOIRE  
SUR LA COOPÉRATION  
INTERNATIONALE



UN SEUL  
MONDE

REINVENTERRA

# RAPPORT ANNUEL

## 2015-2016

<http://www.cirdis.uqam.ca/>  
UQAM – Faculté de science politique et de droit

## Directrice

### **Bonnie Campbell**

Professeure, Département de science politique, Université du Québec à Montréal (UQAM)

## Membres régulier(e)s

### **Élisabeth Abergel**

Professeure, Département de sociologie, UQAM

### **Olga V. Alexeeva**

Professeure, Département d'histoire, UQAM

### **Stéphane Bernard**

Professeur, Département de géographie, UQAM

### **Stephen Brown**

Professeur, École d'études politiques, Université d'Ottawa.

### **Marie-Christine Doran**

Professeure, École d'études politiques, Université d'Ottawa

### **Philippe Dufort**

Professeur adjoint, Études de conflits, Université Saint-Paul

### **Bernard Duhaime**

Professeur, Département de science juridique, UQAM

### **Marie Nathalie LeBlanc**

Professeure, Département de sociologie, UQAM

### **Issiaka Mandé**

Professeur, Département de science politique, UQAM

### **Caroline Patsias**

Professeure, Département de science politique, UQAM

### **Marie-Claude Prémont**

Professeure, ENAP

### **Yann Roche**

Professeur, Département de géographie, UQAM

### **Bruno Sarrasin**

Professeur, Département d'études urbaines et touristiques, UQAM

## Membres associé(e)s

### **Alfred Babo**

Professeur résident, Smith College, Massachusetts, É.-U.

### **Odair Barros Varela**

Chercheur associé, CODESRIA, Cap-Vert

### **Jano Bourgeois**

Professeur, Collège Jean de Brébeuf

### **France Bourgouin**

Chercheure, Danish Institute for International Studies

### **Gabriel C. Goyette**

Doctorant, Département de science politique, Université de Montréal

### **Arpi Hamalian**

Professeure, Département d'éducation, Université Concordia

### **Pascale Hatcher**

Professeure, Faculty of International Relations, Ritsumeikan University, Kyoto

### **Zeynep Kadirbeyoglu**

Professeure, Département de science politique et de relations internationales, Université de Bogazici, Istanbul

### **Philippe Leroux-Martin,**

Fellow, Future of Diplomacy Project, Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard Kennedy School of Government

### **Marie-Josée Massicotte**

Professeure, École d'études politiques, Université d'Ottawa

### **Léonce Ndikumana**

Professeur, Department of Economics and Political Economy Research Institute, University of Massachusetts

### **Awalou Ouedraogo**

Professeur, Études internationales, Université York, Toronto

**Valéry Ridde**

Professeur, Département de médecine sociale et préventive, École de santé publique, Université de Montréal

**Étienne Roy Grégoire**

Doctorant, École d'études politiques, Université d'Ottawa

**Angel Saldomando**

Chercheur, Centre d'Études Société et Politiques publiques (CISPO), Université De Los Lagos, Chili

**Dzodzi Tsikata**

Professeure associée, Institute of Statistical, Social and Economic, Université du Ghana

**Ricardo Tranjan**

Policy Development Officer, Social Policy Analysis and Research Unit, Ville de Toronto

**Katia Vianou**

Chargée de cours, Département de communication, UQAM

**Chercheurs en résidence et postdoctoraux****Molly Kane**

Chercheure en résidence, Analyste et consultante en coopération internationale

**Moussa Diop**

Chercheur postdoctoral

**Gabriella Djerrahian**

Chercheure postdoctorale

**Hong-Loan Trinh**

Chercheure postdoctorale

**Comité scientifique****Bonnie Campbell**

Professeure, Département de science politique, UQAM

**Molly Kane**

Analyste et consultante en coopération internationale

**Lucie Lamarche**

Professeure, Département des sciences juridiques, UQAM

**Caroline Patsias**

Professeure, Département de science politique, UQAM, à titre de représentante des membres du CIRDIS

**Brian Tomlinson**

Directeur, Aid Watch Canada

**Meredeth Turshen**

Professeure, Edward J. Bloustein School of Planning and Public Policy, Université Rutgers

**Comité exécutif****Bonnie Campbell**

Professeure, Département de science politique, UQAM

**Marie Nathalie LeBlanc**

Professeure, Département de sociologie, UQAM

**Caroline Patsias**

Professeure, Département de science politique, UQAM

**Yann Roche**

Professeur, Département de géographie, UQAM

**Équipe du CIRDIS****Suzie Boulanger**

Adjointe à la direction CIRDIS et GRAMA

**Malika Danican**

Responsable des événements

**Myriam Laforce**

Agente de recherche, Axe Mise en valeur des ressources naturelles

**Andréanne Martel**

Coordonnatrice REINVENTERRA et Axe Coopération internationale

**Charles Saliba-Couture**

Fondateur et coordonnateur du blogue Un seul Monde

**Myriam Zaa-Normandin**

Webmestre



## Mot de la Directrice

1<sup>er</sup> juin 2015 - 31 mai 2016

Ce rapport prendra une forme un peu moins traditionnelle, car non seulement il présentera une rapide rétrospective des acquis de l'année achevée, mais aussi parce que du fait qu'il s'agit d'une étape charnière dans la progression du CIRDIS qui est en pleine croissance, il regardera également vers l'avenir.

L'année 2015-2016, la cinquième du CIRDIS, fut une période très riche sur le plan de la diversité des activités du Centre, de la consolidation des liens avec nos partenaires externes et du rayonnement des résultats des recherches subventionnées, année qui a été couronnée par la confirmation du deuxième renouvellement de la reconnaissance institutionnelle du CIRDIS par l'UQAM le 16 mai 2016.

Parmi les moments marquants, soulignons la conférence internationale du Réseau d'études internationales sur la valorisation et l'exploitation de la nature, des terres et des ressources en Afrique, Asie et Amérique latine (REINVENTERRA) tenue du 13 au 15 octobre 2015. Pour mémoire, rappelons que cet événement s'insère dans une programmation rendue possible grâce à l'obtention, en juillet 2014, d'une subvention de « Développement de partenariat » du CRSH pour la mise en œuvre du projet REINVENTERRA. Ce vaste réseau implique plus de 60 chercheurs-es, provenant de sept universités canadiennes, de nombreuses universités à l'étranger et d'instituts et regroupements de chercheurs-es à l'international et au Canada. Ce regroupement de chercheurs repose sur la coproduction multisectorielle de connaissances et sur des partenariats de recherche avec des équipes en Afrique, en Amérique latine et en Asie, dont la programmation scientifique s'articule autour de quatre thèmes : les acteurs, les modes d'appropriation des ressources, leur exploitation et l'impact sur les communautés et trois axes de recherche communs aux diverses équipes régionales : dynamiques d'appropriation au niveau local, dynamiques institutionnelles, et dynamiques d'adaptation et de résistance. Lors de la conférence internationale de l'automne 2015, les manifestations incluaient des sessions de travail fermées entre chercheurs du réseau dont la présence fut rendue possible grâce à l'obtention d'une subvention CRSH connexion; d'un Colloque étudiant sur le thème : « Au nom des générations futures ? Enjeux contemporains de la mise en valeur des ressources et du territoire » et de deux conférences publiques, dont une première : « Conférence tricontinentale sur la mise en valeur des ressources naturelles et des territoires : Analyse des frontières mouvantes entre espaces, pouvoirs, droits et acteurs » fut organisée conjointement avec le Centre d'Études de l'Asie de l'Est, CETASE (UdeM), le Centro de Investigaciones Sociedad y Políticas Públicas (CISPO), la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN), Third World Studies Center (TWSC), le Groupe d'Études et de Recherche en Sociologie et Droit Appliqué (GERSDA) et CooperAcción, et eut lieu à UQAM. Une capsule vidéo tirée de cet événement a été produite et est disponible sur le site du CIRDIS et résume succinctement les échanges.

Une deuxième conférence qui portait sur « Plan Nord et gestion des ressources naturelles au Québec » a permis de faire dialoguer chercheurs du Québec avec les experts invités d'Afrique et d'Amérique latine qui agissaient comme commentateurs pour les présentations des premiers.

Pour ce qui est des autres activités, la feuille de route des réalisations des membres du CIRDIS durant l'année écoulée reste impressionnante.

Sur le plan des publications, notons la parution au cours de l'année des ouvrages de S. Brown et al. (2016), C. Patsias (2016), et B. Campbell et M. Laforce. (2016). Si l'on fait le bilan, au cours des trois dernières années (2013-2016), les membres du CIRDIS ont publié 16 monographies, 67 chapitres de livre, et 100 articles scientifiques.

Pour ce qui est du blogue Un seul monde, ce n'est pas moins de 34 articles qui ont été publiés durant l'année. 45% de ces articles ont été rédigés par des auteurs-es provenant du milieu académique et 55% provenant des organismes de coopération internationale. Pour ce qui est de la fréquentation, la moyenne du nombre de « J'aime » des personnes qui suivent le blogue a plus que doublé entre les 30 premiers articles (91) et les 30 articles suivants (196) et de plus, le nombre de visiteurs uniques est de 5 à 10 fois le nombre de « J'aime ». Ceci veut dire que le blogue est suivi par plusieurs milliers de personnes.

Concernant les conférences du CIRDIS, 13 conférences publiques ont été organisées dont, et à titre d'exemple de la diversité des thèmes traités, sur la « Victoire historique contre Monsanto ! Et après »; « La diaspora haïtienne »; « Les travailleurs migrants dans l'industrie minière »; « Le droit humain à l'eau »; « La responsabilité sociale des entreprises » et «Le système interaméricain de protection des droits de l'Homme ».

Pour ce qui est du financement de la recherche, au-delà des subventions obtenues, dont le CRSH Connexion et celle de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), les membres du CIRDIS ont été activement impliqués, cette année encore, dans de multiples demandes dont certaines furent acceptées et plusieurs recommandées, mais non financées du fait des contraintes financières des organismes de financement. Parmi les subventions obtenues, notons deux subventions CRSH Savoir (E. Abergel « Imprimer le vivant. De la viande in vitro aux organes humains :enjeux sociaux, culturels et économiques de la bio-impression » et M-C Prémont « L'hydroélectricité comme vecteur de développement de la périphérie québécoise : trois grandes régions, trois modèles distincts ») et enfin, une subvention CRSH Synthèse des connaissances (B. Campbell et M.-C. Prémont « Règlementation et rôle des acteurs dans la mise en valeur des ressources minières et énergétiques: de l'acceptabilité sociale à la maximisation des retombées pour la société canadienne »).

Sur le plan de la formation, soulignons le Séminaire interdisciplinaire d'études pour étudiants gradués et post-doctorants: Analyses et approches relatives aux ressources naturelles, qui regroupe une vingtaine d'étudiants des cycles supérieurs et des chercheurs postdoctoraux et qui s'est réuni mensuellement durant l'année universitaire. C'est cette activité qui a permis la tenue du Colloque étudiant sur le thème : « Au nom des générations futures ? Enjeux contemporains de la mise en valeur des ressources et du territoire » lors de la conférence internationale de REINVENTERRA en octobre 2015.

Rappelons que les membres réguliers du CIRDIS ont supervisé 150 étudiants-es aux cycles supérieurs entre 2013 et 2016. Au-delà de la formation des étudiants-es, il faut, en outre, mentionner la continuation depuis plusieurs années des activités qui résultent de la plateforme créée par le CIRDIS, tel les séminaires d'étudiants-es diplômés-es (mentionné dessus), les colloques étudiants, dont les actes de celui de 2013 ont été publiés en octobre 2015 dans un Cahier du CIRDIS sous la direction de M.N. LeBlanc et S. Bernard, et les nombreuses contributions d'étudiants-es et chercheurs-es émergents-es à des publications conjointes avec les membres du CIRDIS.

Forts de ces acquis, les chercheurs du CIRDIS qui regroupent 14 membres réguliers et 18 membres associés, auxquels il faut ajouter le fait que le Centre reçoit très régulièrement des demandes de nouveaux membres et des candidatures de chercheurs post doctoraux et de membres étudiants – sont en très bonne position pour faire face aux défis de la transition qui s’amorce.

En effet, nous avons été informés le 5 mai 2016 que le Sous-comité du COREC avait recommandé de reconduire le statut de centre de recherche reconnu institutionnellement pour deux ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016. Soulignons que le Sous-Comité a noté la pertinence de la thématique, le dynamisme en recherche et la qualité des réalisations scientifiques. Les membres du Sous-comité ont attiré l’attention sur la nécessité de trouver une relève éventuelle pour diriger le CIRDIS et recommandé son évaluation, dans deux ans, à titre de centre de recherche facultaire.

Face à la transition qui s’annonce, la qualité scientifique des travaux est de plus en plus reconnue, le rayonnement international du CIRDIS est devenu chose acquise, les complémentarités entre les domaines de spécialisation des membres se tissent de manière explicite et rigoureuse et fournissent ainsi de solides bases pour la soumission de demandes de financement des activités de recherche et d’infrastructure dans les mois qui viennent, en même temps que les liens avec les partenaires externes s’approfondissent de plus en plus autour de problématiques communes. Rappelons que plusieurs demandes de financement communes soumises par les membres durant l’année qui n’ont échappé aux membres que par quelques points seront de nouveau améliorées et resoumises l’année prochaine. C’est donc une période de transition fort positive qui s’annonce pendant laquelle tout est en place pour assurer une relève de la direction dans des conditions très sereines.



**Bonnie Campbell**  
**Directrice du CIRDIS**

## En bref

---

### L'EXPERTISE RÉUNIE DU CIRDIS

**14 membres réguliers**

**18 chercheurs associés**

**3 post-doctorants**

**3 collaborateurs**

**4 membres de l'équipe administrative**

10 disciplines : politique, géographie, tourisme, sociologie, économie politique, droit, éducation, économie, santé publique, anthropologie.

12 universités : Université du Québec à Montréal, Université de Montréal, Université Concordia, École nationale d'administration publique (ENAP), Université d'Ottawa, Université St-Paul, Ritsumeikan University (Kyoto, Japon), University of Massachusetts (Amherst, États-Unis), Université de Bogazici (Istanbul, Turquie), Université Fairfield (Connecticut, États-Unis), Universidad De Los Lagos (Osorno, Chili), Canadian University of Dubai (Dubai).

Et de très nombreuses implications de partenaires issus d'autres universités ou organisations telles que : Institute of Social Studies (ISS, Pays-Bas), Université Laval, Université des Philippines-Diliman, Australian National University, Université McGill, Université Wilfrid Laurier, Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), DONG Energy (Danemark), Ville de Montréal, Ville de Toronto.

## Programmation commune de recherche

---

Dans un contexte de complexification des enjeux qui relèvent du développement international, tel que la multiplication des nouveaux objectifs assignés aux politiques dites de développement (urgence, sécurité, défense, humanitaire), l'accroissement du nombre d'acteurs (privés et publics) et de leurs relations, le Centre vise à contribuer à l'approfondissement et au décloisonnement des connaissances sur les logiques et stratégies d'intervention (jeux des acteurs, rôles des institutions) et leurs impacts (économiques, politiques, environnementaux, sociaux et sur les droits humains). Le CIRDIS privilégie le croisement des regards afin de faire dialoguer des chercheurs-res spécialisés-es dans des domaines d'intervention en lien avec des acteurs du terrain. Les chercheurs-res regroupés-es au sein du CIRDIS ont comme objectif de rendre plus rigoureuses les analyses scientifiques dans ce domaine et plus lisibles les transformations en cours pour le grand public et les intervenants concernés.

### Un parcours continu

Depuis sa création en juin 2011, le CIRDIS a entrepris plusieurs étapes permettant l'approfondissement et la structuration des liens de complémentarité entre ses membres afin d'assurer l'émergence d'une programmation commune de plus en plus achevée. Ainsi, cette dernière année, comme toutes les autres, a permis de poser un nouveau jalon dans les rapprochements entre les membres et dans la multiplication des contributions. Ceci a été clairement démontré dans le rapport qui a été produit en mars 2015 et qui a permis au CIRDIS de remplir toutes les conditions requises pour le processus de renouvellement de reconnaissance comme Centre institutionnel auprès de l'UQAM. C'est d'ailleurs ce qui a été constaté par les autorités de l'UQAM qui ont reconduit cette reconnaissance pour les deux années à venir.

En effet, le rapport a permis de démontrer que la consolidation de la programmation a été faite dans un domaine clé réunissant les expertises des chercheurs-es du CIRDIS, soit l'accès, le contrôle et la mise en valeur des ressources, incluant les ressources naturelles, mais également l'accès au pouvoir, l'absence d'accès ou encore les formes alternatives d'accès aux ressources par différentes catégories d'acteurs dont les jeunes, les femmes, les populations déplacées. Le processus d'élaboration de la programmation s'est déployé à deux échelles très complémentaires : une structuration sur le plan international (externe) et une structuration interne.

Comme il sera illustré dans la prochaine section, la structuration externe a pu se matérialiser grâce à l'obtention d'une subvention de « Développement de partenariat » du CRSH pour la mise en œuvre du projet Réseau d'études internationales sur la valorisation et l'exploitation de la nature, des terres et des ressources en Afrique, Asie et Amérique latine (REINVENTERRA). Ce vaste réseau de recherche repose sur la coproduction multisectorielle de connaissances et sur des partenariats de recherche avec des équipes en Afrique, en Amérique latine et en Asie, dont la programmation scientifique s'articule autour de quatre thèmes : les acteurs, les modes d'appropriation des ressources, l'exploitation des ressources et l'impact sur les communautés et trois axes de recherche communs aux diverses équipes régionales: dynamiques d'appropriation au niveau local, dynamiques institutionnelles, et dynamiques d'adaptation et de résistance. La coordination des partenaires de recherche en Afrique et en Amérique latine relève du CIRDIS tandis que celle concernant l'Asie relève du Centre d'études de l'Asie de l'Est (CÉTASE) à l'Université de Montréal.



Simultanément, à l'interne, un resserrement des liens à l'intérieur du CIRDIS a été entrepris depuis les dernières années afin de faire ressortir et approfondir les complémentarités entre les domaines de spécialisation des membres. Dans ce but, les expertises des membres du CIRDIS qui sont réparties entre les cinq axes (coopération internationale, mise en valeur des ressources naturelles, gouvernance, mouvements sociaux et société civile et enfin, droits humains) ont été mobilisées et redéployées pour permettre l'émergence d'une programmation en trois pôles thématiques qui fut la base d'une demande FRQSC Équipe en fonctionnement déposée en octobre 2014, et dans sa version révisée en octobre 2015. L'ambition de cette structuration de la programmation scientifique à l'intérieur du CIRDIS, qui vise à contribuer au renouvellement du champ d'études sur l'accès et l'appropriation des ressources naturelles et du territoire, est de décloisonner les approches qui restent souvent sectorielles, géographiques et scalaires, tout en mobilisant les connaissances afin d'améliorer les pratiques, les cadres juridiques et les politiques dans ce domaine. Cette programmation est bâtie autour de trois questionnements fédérateurs :

1. **Les modes d'appropriation des ressources** : Quelles formes prennent les transformations des trente dernières années dans les modes d'accès, d'appropriation et de mise en valeur des ressources et territoires? Quels impacts ont-elles sur les espaces, les pouvoirs et les droits?
2. **Régulation** : Quelles formes prennent les arrangements institutionnels et les cadres réglementaires qui donnent une légitimité ou une légalité aux nouveaux modes d'appropriation des ressources ? De quelle façon les acteurs sont-ils impliqués dans ces derniers et investissent-ils les espaces de négociation et de confrontation éventuelle?
3. **Acteurs** : Quelles sont les implications des processus observés en (1) et (2) pour les réponses des acteurs concernés (communautés locales, acteurs des secteurs public et privé, etc.)? Quels sont les nouveaux acteurs qui entrent en jeu? Comment la redéfinition des stratégies de ces acteurs s'opère-t-elle et quelles sont les nouvelles stratégies déployées (partenariat, adaptation, contestation, résistance, etc.)?

La programmation permet ainsi un regard holistique, porté par des spécialistes des sciences humaines qui bénéficient d'une expertise intégrant tout autant les dimensions plus techniques de ces enjeux complexes – modèles économiques, outils juridiques et de gestion, géographie appliquée de la planification et systèmes d'information géographique, données démographiques, etc. L'originalité de la programmation repose sur un traitement transversal de la thématique, tout à fait adapté à l'interdisciplinarité des enjeux abordés.

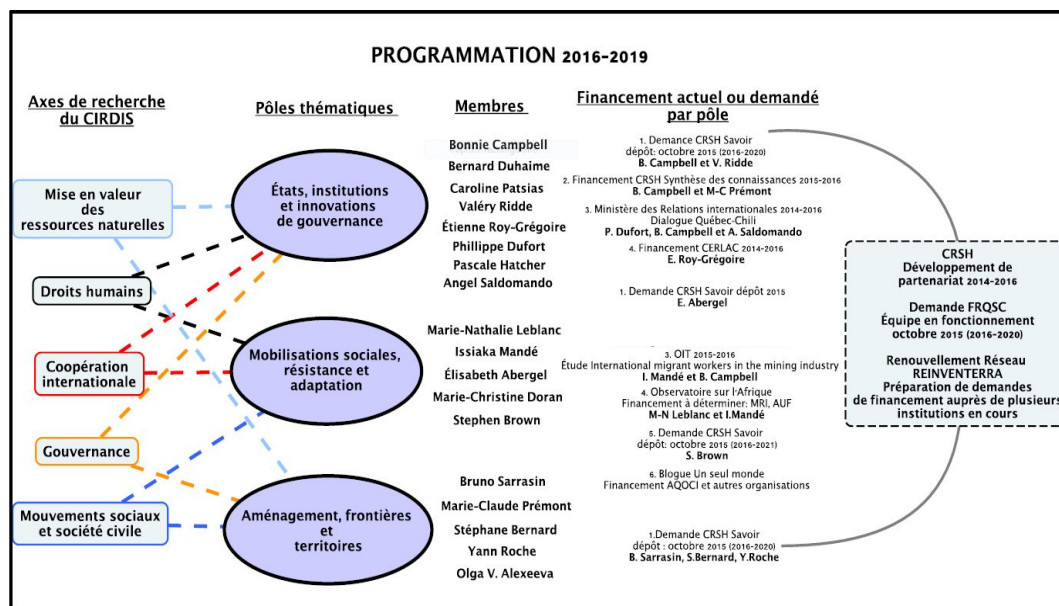
## Activités scientifiques au sein des pôles, complémentarité des activités et financement

S'inscrivant dans la continuité, la programmation commune repose sur trois pôles thématiques qui permettent d'inclure l'ensemble des expertises des membres constituant le CIRDIS :

1. États, institutions et innovations de gouvernance;
2. Mobilisations sociales, résistance et adaptation
3. Aménagement, frontières et territoires.

Ces pôles sont fondés sur des catégories conceptuelles larges qui dépassent les secteurs d'appartenance des chercheurs-es de manière à maximiser les opportunités de maillage. Chacun des trois pôles est lié à un ou des axes de recherche du CIRDIS et comprend à la fois des activités spécifiques, qui sont formulées dans des projets ayant leurs sources de financement propres ou demandées et des activités transversales qui sont communes à d'autres pôles (voir schéma de Programmation 2016-2019 ci-dessous). Plusieurs projets en cours dont

REINVENTERRA et projetés (Demande FRQSC 2015) sont communs aux trois pôles. Parmi les projets projetés, notons le projet de la mise sur pied d'un Observatoire sur l'Afrique « Dynamiques dans les Afriques contemporaines » porté par I. Mandé et M-N. Leblanc et associé au pôle 2. La création d'un Observatoire interfacultaire sur l'Afrique permettra de réunir l'expertise de plusieurs membres du CIRDIS sur les dynamiques africaines (Alfred Babo; Odair Barros Varela, Léonce Ndikumana; Awalou Ouedraogo; Dzodzi Tsikata). De plus, l'Observatoire sur l'Afrique pourra bénéficier de l'existence d'activités déjà en cours (Université d'été au Burkina Faso, pôle Afrique de REINVENTERRA) et pourra assurer qu'elles prennent une forme pluriannuelle.



À cette programmation s'ajoute un volet très complémentaire et très actif de recherche, de publications et de formation du public mené sous l'égide de l'Axe coopération qui a permis aux chercheurs de participer à des projets tels que « Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses transformations » ou encore le réseau « Logiques de recherches scientifiques et logiques de coopération » avec l'Université de Paris 8, le GEMDEV (Paris) et le CIRAD, financé par l'Université de Paris 8 et qui a donné lieu à la publication en février 2016 d'un ouvrage collectif : *Les transformations des politiques de coopération. Secteurs agricoles et miniers au Canada et en France.*

## Programmation scientifique REINVENTERRA

La création du Réseau d'études internationales sur la valorisation et l'exploitation de la nature, des terres et des ressources en Afrique, Asie et Amérique latine (REINVENTERRA) est issue d'un financement « Développement de partenariat » du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) reçu en 2014.



Ce vaste projet implique plus de 60 chercheurs, provenant de 7 universités canadiennes (Université du Québec à Montréal, Université de Montréal, Université Laval, Université McGill, Université d'Ottawa, Université Saint-Paul, Wilfrid Laurier University), de nombreuses universités à l'étranger (Université Diliman des Philippines, Australian National University, Université Ritsumeikan au Japon, Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako au Mali, Universidad Los Lagos au Chili et Universidad Mayor San Simón en Bolivie) et aussi des instituts et regroupements de chercheurs à l'international et au Canada dont le Centre d'études de l'Asie de l'Est (CETASE), Inter Pares, Institute of Social Studies (ISS) à La Haye, le Centro de Investigaciones Sociedad y Políticas Publicas du Chili (CISPO), Cooperación au Pérou, le Groupe d'Études et de Recherche en Sociologie et Droit Appliqué (GERSDA), la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN) en Afrique de l'Ouest, le DIGNITY-Danish Institute Against Torture, et le Third World Studies Center (TWSC) aux Philippines.

Cette année, REINVENTERRA a connu un point culminant avec l'organisation de la conférence internationale, tenue à l'automne 2015, visant à réunir les membres du réseau afin de les faire discuter entre eux des différentes réalités nationales concernant les enjeux de mise en valeur des ressources et du territoire. La Conférence tricontinentale sur la mise en valeur des ressources naturelles s'est déroulée à Montréal du 13 au 15 octobre 2015. Elle a réuni une cinquantaine de professeurs-es, chercheurs-es, praticiens-nes et étudiants-es dont les recherches portent sur la mise en valeur des ressources naturelles. Les participants-es provenaient d'une douzaine de pays dont le Japon, les Philippines, l'Australie, le Mali, le Burkina Faso, le Sénégal, l'Allemagne, la France, le Pérou, le Chili, la Bolivie et, évidemment, le Canada.



La Conférence était organisée par le CIRDIS en partenariat avec le Centre d'études de l'Asie de l'Est (CETASE) de l'Université de Montréal, le Centro de Investigaciones Sociedad y Políticas Publicas (CISPO), la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN), le Third World Studies Center (TWSC), le Groupe d'Études et de Recherche en Sociologie et Droit Appliqué (GERSDA) et CooperAcción.

L'événement a permis de partager les réflexions issues des travaux conduits en 2014-2015 par les chercheurs-es membres de REINVENTERRA. Composé de pôles géographiques interdisciplinaires qui se spécialisent sur les questions d'accès et de mise en valeur des ressources naturelles, ce réseau s'est donné pour mandat d'identifier des pratiques novatrices et des arrangements institutionnels prometteurs, mais aussi de partager et d'approfondir les résultats des recherches menées par chacun de ses membres. En réunissant des experts partenaires des différents continents, la conférence a ainsi permis de consolider le dialogue entamé sur des enjeux clés touchant les territoires et les ressources ailleurs dans le monde, mais également concernant l'impact que les recherches peuvent avoir sur les politiques canadiennes tant à l'échelle locale qu'internationale.

## Objectifs de l'événement

La conférence tricontinentale a permis d'atteindre les cinq objectifs suivants :

- 1) **Mettre en commun les pratiques novatrices** en s'inspirant des expériences de différents partenaires notamment au Québec (UPA), en Afrique (COPAGEN), en Amérique latine (CooperAcción et Fonds souverains au Chili).
- 2) **Consolider un réseau de réflexion et de recherche** solidement ancré dans une communauté de pratique. La Conférence tricontinentale était une étape décisive pour le renforcement des liens entre les chercheurs canadiens et internationaux impliqués dans cette demande. La collaboration au cours des séminaires de travail (en particulier les Journées 1 et 3) a permis de consolider les liens de collaboration académique entre partenaires - provenant de trois continents (Amérique latine, Asie, Afrique) avec des chercheurs du Canada.
- 3) **Intégrer des chercheurs étudiants** impliqués dans le séminaire interdisciplinaire pour étudiants gradués et dans la production de documentaires. Permettre de valoriser et de diffuser leurs travaux respectifs.
- 4) **Sensibiliser les milieux de décision au Canada** en faisant connaître dans les milieux de décision publics et privés, les pratiques innovatrices qui émergent ici et ailleurs et de faire connaître au Sud les pratiques novatrices issues de l'expérience canadienne.
- 5) **Diffuser parmi le public une grande diversité d'outils améliorés et de ressources web** sur la thématique de la mise en valeur des ressources naturelles, notamment par la production d'une capsule vidéo sur ces enjeux.



## Nombre et diversité de participants-es

La conférence tricontinentale était composée de 1) séminaires de travail fermés entre les membres de REINVENTERRA ; 2) conférences publiques (Grande conférence d'ouverture et une journée de Conférence publique); 3) Projection de documentaires et 4) Colloque étudiant.

- 1) Les **séminaires de travail** réunissaient une vingtaine de personnes incluant nos invités internationaux (4 chercheurs du pôle Amérique latine; 2 chercheurs du pôle Afrique et 3 chercheurs du pôle Asie), les membres canadiens de REINVENTERRA (10 chercheurs) et les rapporteurs (6 membres étudiants à la maîtrise, au doctorat et des chercheurs postdoctoraux, soit 2 par pôle).
- 2) La **grande conférence d'ouverture** était l'occasion de faire dialoguer des chercheurs canadiens sur les enjeux liés au développement des ressources naturelles au Québec et nos invités internationaux. La soirée d'ouverture a réuni une cinquantaine de participants-es.  
  
Le programme de la journée de **Conférence publique** permettait aux chercheurs membres REINVENTERRA de présenter les résultats de leurs travaux en lien avec la programmation du réseau. Les différents panels étaient constitués pour permettre des commentaires et réactions de la part de chercheurs-es et intervenants-es canadiens n'ayant pas été impliqués dans la phase de démarrage de REINVENTERRA. Cet événement était l'occasion de réfléchir aux enjeux à l'étude avec une communauté plus large, mais également avec le public. La conférence donnait la parole à 20 chercheurs-es et intervenants-es et a permis de mobiliser plus de 40 participants-es.
- 3) La soirée de **Projection de documentaires** du projet REINVENTERRA était l'occasion pour les 8 étudiants-es de l'Université de Montréal qui ont pris part à ce projet de présenter le résultat de leur travail. Les trois équipes d'étudiants-es ont présenté les 3 documentaires qu'ils ont produits à près de 60 personnes.
- 4) Finalement, le **Colloque étudiant** *Au nom des générations futures?* a permis à 11 étudiants de différentes universités (Université de Montréal, Université McGill, Université Laval, UQAM, Université d'Ottawa, Technische Universität Darmstadt en Allemagne) de présenter leurs recherches en cours.

Au total, 50 chercheurs-es, intervenants-s et étudiants-es ont pris la parole dans le cadre de cet événement international d'une durée de trois jours. Ceux-ci provenaient de 15 universités, dont huit canadiennes (Université de Montréal, Université McGill, Université Laval, UQAM, Université d'Ottawa, Université Saint-Paul, École nationale d'administration publique (ENAP), Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)) et huit à l'international (Universidad Los Lagos à Santiago (Chili), Universidad Mayor de San Simon (Bolivie), University of Philippines, Australian National University, University Ritsumeikan à Kyoto (Japon), Université de Bamako (Mali), Erasmus University Rotterdam, Technische Universität Darmstadt en Allemagne).

Des organisations et associations étaient également représentées parmi les intervenants-es. Outre les sept partenaires à l'origine de REINVENTERRA (CIRDIS, CETASE, COPAGEN, GERSDA, CISPO, Coopéración, TWSC), la Conférence tricontinentale a accueilli des représentants-es du secteur privé (le directeur général du Groupe minier Met-Chem), du milieu associatif (Directrice générale de la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ)) et du milieu des OCI (la Coordinatrice d'Entraide missionnaire et la Directrice de Above Ground).

Les différents événements ont permis de réunir au total plus d'une centaine de participants-es.

## Formation des étudiants et du personnel hautement qualifié

---

Chaque année, il est intéressant de rappeler comment le CIRDIS et ses membres renouvellent les pratiques afin de s'assurer de la participation soutenue des étudiants aux activités du Centre et de s'engager à contribuer à leur formation. À cet égard, REINVENTERRA aura encore une fois permis de réunir les étudiants autour de ce point focal. Le séminaire interdisciplinaire d'étude pour étudiants diplômés et post-doctorants «Analyses et approches relatives aux ressources naturelles», dirigé par Étienne Roy Grégoire, doctorant de l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa et membre du CIRDIS, a donné aux participants plusieurs opportunités en ce sens. D'une part, les membres de ce séminaire se sont réunis plusieurs fois afin de multiplier les occasions de présenter leurs projets (thèse, article, travail, etc.) en échange d'une rétroaction des autres participants. Le matériel cumulé a d'ailleurs donné une place appréciable à ces participants dans le cadre de la Conférence tricontinentale, dans laquelle une journée de colloque étudiant a été organisée. En effet, dès juin 2015, un appel à contribution a été lancé sous le titre : « Au nom des générations futures? Enjeux contemporains de la mise en valeur des ressources et du territoire», afin d'inviter publiquement les étudiants et post-doctorants qui travaillent sur les enjeux de ressources naturelles et territoire, à venir présenter leurs recherches dans le cadre du colloque d'octobre. Parmi les 11 conférenciers étudiants, huit faisait partie du séminaire interdisciplinaire.

Par ailleurs, le CIRDIS a profité de l'organisation du colloque étudiant pour diffuser le fruit des efforts apportés par les conférenciers lors du dernier colloque étudiant tenu en 2013, qui portait sur divers enjeux humains, naturels, urbains dans les pays du Sud global qui interpellent les divers acteurs de mouvements sociaux nationaux, locaux et internationaux à travers des pratiques novatrices. Ainsi, sont parus cette année les actes de ce colloque dans une publication dirigée par Marie Nathalie LeBlanc et Stéphane Bernard, réunissant sept articles produits par des étudiants et des diplômés parue dans le Cahier du CIRDIS 2015-01 sous le titre du colloque-étudiant : « Développement international, mouvements sociaux et innovations dans les Suds ».

Parallèlement, les conférences organisées par le CIRDIS ont permis à plusieurs autres étudiants à la maîtrise, au doctorat et à une post-doctorante de partager leurs travaux de recherche à l'UQAM. En effet, le CIRDIS poursuit sa stratégie d'accueil des nouveaux post-doctorants qui inclut un processus de sélection, d'encadrement par un membre du Centre et une intégration au CIRDIS par la participation à conférence publique dès son arrivée pour présenter ses travaux antérieurs et croiser ses intérêts de recherche avec ceux des autres membres. Ainsi, Hong-Loan Trinh a présenté sa conférence en février 2016 ce qui a permis un rayonnement de ses recherches et une mise en réseau avec le CIRDIS. Elle a par ailleurs été invitée à présenter ces recherches dans un article qui paraîtra en 2016 dans la Revue canadienne des études en développement avec d'autres membres du Centre et dirigée par un ancien post-doctorant, Philippe Dufort.

De plus, le CIRDIS contribue aussi à la formation de personnel hautement qualifié par les opportunités d'emploi qu'il offre à des étudiants et à de jeunes diplômés. En effet, toute l'équipe administrative est composée de diplômés dirigés par un membre du CIRDIS, comme Suzie Boulanger, Myriam Laforce, Andréanne Martel et Charles Saliba-Couture. Certains des membres de l'équipe administrative sont également intervenus plusieurs fois dans les médias, dont C. Saliba-Couture dans le blogue *Un seul monde* et A. Martel dans *Le Devoir* concernant la situation en Haïti et le projet de réforme de la politique minière.



# Rayonnement du CIRDIS et de diffusion de la recherche

---

## PUBLICATIONS

### Monographies

**Alexeeva O.** (2015). *Les Chinois à Saint-Pétersbourg. Histoire et portrait d'une communauté en mutation*, Presses de l'Université du Québec (PUQ), 230 pages.

**Brown S.**, M. den Heyer et D.R. Black (2016). *Rethinking Canadian Aid, Second Edition (Repenser l'aide canadienne)*, University of Ottawa Press, 340 pages.

**Campbell, B.**, J.-J. Gabas, D. Pesche et V. Ribier (dir.) (2016). *Les transformations des politiques de coopération. Secteurs agricoles et miniers au Canada et en France*. Karthala et PUQ, 202 pages.

**Patsias, C.** (2016). *Une chronique de la démocratie ordinaire : les comités citoyens au Québec et en France*, Presses de l'Université de Montréal (PUM), 272 pages.

**Ridde, V.** et F. Ouattara (2015). *Les idées reçues en santé mondiale*, PUM, 240 pages.

### Chapitres de livre

**Alexeeva O.**, F. Lasserre (2015). « Le rêve arctique de la Chine », dans Dougier, H. *Arctique. Climat et enjeux stratégiques, MAPPE et sa carte géante*, Ateliers Henry Dougier : 1.

**Abergel, E.** (2016) « Seeds of Change: Genetically Modified Crops, the Agricultural Growth Act and the Future of Canadian Agriculture » dans H.B. Singh, Alok Jha and Chetan Keswani (dir), *Intellectual Property Issues in Biotechnology*, CABI.

Belley, S., G. Divay et **M.-C. Prémont** (2015). « Autonomie renforcée et gouvernance de proximité : le pari des maires », *L'État du Québec*, Montréal, Boréal, Institut du Nouveau Monde, p. 225-231.

Black, D.R, **Brown, S.**, M. den Heyer (2016) « Conclusion : Rethinking Canadian Development Cooperation – Towards Renewed Partnerships » dans **Brown S.**, M. den Heyer et D.R. Black. *Rethinking Canadian Aid, Second Edition (Repenser l'aide canadienne)*, University of Ottawa Press, p. 295-312.

**Brown, S.**, M. den Heyer et D. R. Black (2016) « Introduction : Why Rethink Canadian Aid? » dans **Brown S.**, M. den Heyer et D.R. Black. *Rethinking Canadian Aid, Second Edition (Repenser l'aide canadienne)*, University of Ottawa Press, p. 1-16.

**Brown, S.** (2016) « Undermining Foreign Aid : The Extractive Sector and the Recommercialization of Canadian Development Assistance » dans **Brown S.**, M. den Heyer et D.R. Black. *Rethinking Canadian Aid*, Second Edition (*Repenser l'aide canadienne*), University of Ottawa Press, p. 273-294.

**Brown, S.** (2015) « Canada's Development Interventions: Unpacking Motives and Effectiveness in Canadian Foreign Aid », dans Hampson, F.O et S.M. Saideman, eds. *Canada Among Nations 2015. Elusive Pursuits: Lessons from Canada's Interventions Abroad*. Waterloo, ON: Centre for International Governance Innovation, p. 139-159.

**Brown, S.** (2015) « Foreign Aid and Policy Coherence for Development », dans Mak Arvin, B. et B. Lew, eds. *Handbook on the Economics of Foreign Aid*. Cheltenham, UK and Northampton, MA: Edward Elgar, p. 477-487.

**Campbell, B.**, J.-J. Gabas et D. Pesche (2016), « Transformation des politiques de coopération. Pistes pour l'analyse » Chapitre 1 dans *Les transformations des politiques de coopération. Secteurs agricoles et miniers au Canada et en France*, sous la dir. de **Campbell, B.** et al., Paris, Karthala et Québec, PUQ, p. 29-45.

**Campbell, B.** (2016), « Transformations récentes de la politique canadienne en matière de coopération dans le secteur minier » Chapitre 7 dans *Les transformations des politiques de coopération. Secteurs agricoles et miniers au Canada et en France*. sous la dir. de **Campbell, B.** et al., Paris, Karthala et Québec, PUQ, p. 151-167.

Caouette, D., D. Côté, **G. Goyette** et J. Bélanger-Gulick (2016), « Les politiques de l'Agence canadienne de développement international sur la sécurité alimentaire et l'accès au foncier » Chapitre 4 dans *Les transformations des politiques de coopération. Secteurs agricoles et miniers au Canada et en France*. sous la dir. de **Campbell, B.** et al., Paris, Karthala et Québec, PUQ, p. 73-94.

**Doran, M.-C.** (2015), « Fin ou début du politique ? Les expériences démocratiques latinoaméricaines récentes à la lumière de la théorie de la fin du politique chez Chantal Mouffe » dans Cardinal, L., P. Devette, *Politique et démocratie agnostique. Autour de Chantal Mouffe*, Invenit, p. 59-72.

**Dufort, P.** (2016), « A Typology of Military Factions within the Colombian Corps: Origins and Evolutions of Colombian Counter-insurgency », dans *Convention annuelle de la Latin American Studies Association*, New York, mai: 25p.

**Dufort, P.**, « Origins and Evolution of Colombian Hardliner Counter-insurgent Strategic Thought: An Insider History », dans *Conference Land, Memory and Justice: Challenges for Peace in Colombia*, University of Toronto, octobre: 25p.

Fournis, Y., M.-J. Fortin, **M.-C. Prémont** et P.-H. Bombenger, (2015). « Chapitre 2. Le sous-secteur éolien et la gouvernance du vent », dans Fournis Y. et M.-J. Fortin (dir.), *La transition des régimes de ressources au prisme de la gouvernance : les secteurs forestier, porcin et éolien*, Presses de l'Université du Québec (PUQ).

**Goyette, G.** (2016), « L'apport des relations internationales dans l'étude des phénomènes complexes. Le cas de la théorie des régimes » Chapitre 2 dans *Les transformations des politiques de coopération. Secteurs agricoles et miniers au Canada et en France*. sous la dir. de **Campbell, B.** et al., Paris, Karthala et Québec, PUQ, p. 47-62.

- Goyette, G.** (2016) « Charity Begins at Home : The Extractive Sector as an Illustration of Harper Government's De Facto Aid Policy » dans **Brown S.**, M. den Heyer et D.R. Black. *Rethinking Canadian Aid*, Second Edition (*Repenser l'aide canadienne*), University of Ottawa Press, p. 255-272.
- Kane, Molly** (2016). « Development Aid », in Karen Dubinsky, Sean Mills, and Scott Rutherford (dir.), *Canada and the Third World : Overlapping Histories*. University of Toronto Press, Higher Education Division 2016 World Rights.
- Lasserre, F., **O. Alexeeva** (2015). « Analysis of Maritime Transit Trends in the Arctic Passages », dans Lalonde S., McDorman T.L., *International Law and Politics of the Arctic Ocean*, Brill, p. 180-196.
- Lasserre, F., **Alexeeva O.** (2015). « Quelle stratégie pour la Chine en Arctique? », dans Mottet, E., B. Courmont, F. Lasserre, *La Chine et le Monde*, PUQ, p. 271-292.
- Mandé, I.** (2015). « Transnationalisme et mondialisation des flux migratoires burkinabé face aux crises identitaires en Côte d'Ivoire des années 1990 à nos jours » dans Piché, V. et D. Cordell, *Entre le mil et le franc : un siècle de migrations circulaires en Afrique de l'Ouest. Le cas du Burkina Faso*, Collection Les sociétés africaines en mutation, Québec : Presses de l'Université du Québec (PUQ), p. 299-313.
- Mandé, I.** (2015). « Burkina Faso » dans Simon, G. (dir.), *Dictionnaire des migrations internationales. Approche géo-historique*, Paris : Armand Colin, p. 432.
- Ribier, V. et **G. Goyette, G.** (2016), « Synthèse transversale sur les politiques de coopération dans le secteur agricole » Chapitre 3 dans *Les transformations des politiques de coopération. Secteurs agricoles et miniers au Canada et en France*. sous la dir. de **B. Campbell**, et al., Paris, Karthala et Québec, PUQ, p. 65-72.
- Soares, B. et **M.N. LeBlanc** (2015). « Islam, jeunesse et les trajectoires de mobilisation en Afrique de l'Ouest dans l'ère néolibérale : regard anthropologique », dans Tall, K. et al., dir., *Collective Mobilisations in Africa, Enough is Enough! Mobilisations collectives en Afrique Ça suffit !* Leiden : Brill/Africa-Europe Group for Interdisciplinary Studies.
- Ridde, V.** et L. Queuille (2015). « En Afrique, les soins gratuits déresponsabilisent la population, ne sont pas valorisés et sont de mauvaise qualité » (p. 31-35) ; Belaid, L. et **V. Ridde**. « En Afrique, les femmes peules n'accouchent pas à l'hôpital pour des raisons culturelles » (p. 103-106) dans **Ridde, V.** et F. Ouattara. *Les idées reçues en santé mondiale*, PUM.
- Ridde, V.** (2016). « « Bonnes », « vraies » et « quelques meilleures » pratiques d'évaluation de programme de développement en Afrique » (p. 177-196) ; « Pluralisme méthodologique et évaluation en santé publique en Afrique: une étude de cas au Burkina Faso » (p. 199-222) ; « L'utilité des données qualitatives dans les évaluations en santé publique » (p. 245-252) dans **Ridde, V.**, S. Kouanda et J.-F. Kobiane. *Pratiques et méthodes d'évaluation en Afrique*, L'Harmattan, Coll. Etudes africaines, Paris.
- Lacouture, A., K. Kadio et **V. Ridde** (2015). « Renforcement de l'empowerment, la participation et l'appropriation communautaire » dans D. Kondji Kondji et M. Audibert (dir.), *Le mouvement mondial de sante publique face aux défis du développement sanitaire en Afrique francophone au 21<sup>e</sup> siècle: enjeux et perspectives*, Paris, Éditions Harmattan.

**Ridde, V.** et O. Samb (2015). « Des politiques de gratuité confrontées aux idées pro-paiement des médicaments en Afrique de l'Ouest » dans A. Desclaux et M. Egrot (dir.). *Anthropologie du médicament au Sud: sens et usages « à la marge »*, Paris, IRD et L'Harmattan, p. 95-110.

## Articles scientifiques

**Alexeeva, O.**, F. Lasserre, P.-L. Têtu (2015). « Vers l'affirmation d'une stratégie chinoise agressive en Arctique? », *La Revue internationale* (98), p. 39-47.

**Brown, S.** (2015) « The Statistics of Poverty – Or the Poverty of Statistics? », Review of *Poor Numbers: How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*, by Morten Jerven. *International Studies Review*, vol. 17, no. 3, septembre, p. 493-494.

De Koninck, R., **S. Bernard** (2015), « Le palmier à huile à la conquête des terres et des marchés », dans *L'ASE 2015*, Bangkok, IRASEC.

**Doran, M.-C.** (2015) « The criminalization of Human Rights Defense: New forms of Legimization for State Violence », *Latin American Perspectives*, automne.

**Duhaime, B.** et C. Lafontaine (2015). « El derecho a la igualdad y las migraciones en las Américas. Reflexiones sobre el caso Nadege Dorzema y Otros vs. República Dominicana », *Revista de Derecho Constitucional (USAL)*.

**Hansbury, E.** et **B. Duhaime** (2015). « Les enjeux de la corruption sur le continent américain : une réflexion sur le rôle du Système interaméricain de protection des droits humains dans la consolidation des politiques de lutte contre la corruption », *Canadian Yearbook of International Law/Annuaire canadien de droit international*, p. 1-52.

**Hatcher, P.** (2015). « Neoliberal Modes of Participation in Frontier Settings: Mining, Multilateral Meddling, and Politics in Laos », *Globalizations*, 12(3), p. 322-346.

**Kadirbeyoglu, Z.** et G. Ozertan (2015). « Power in the Governance of Common-pool Resources: A Comparative Analysis of Irrigation Management Decentralization in Turkey », *Environmental Policy and Governance*, 25(3), p. 157-171.

Lavoie P. et **M.-C. Prémont** (2015). « Le métro de Montréal et son financement : entre surenchère de gouvernance et déficit de gouverne », *Gouvernance*, 12/1, p. 34-53.

**Ridde, V.**, **B. Campbell** et **A. Martel** (2015). « Mining revenue and access to health care in Africa: could the revenue drawn from well-managed mining sectors finance exemption from payment for health? », *Development in Practice*, 25(6), p. 909–918.

**Roy Grégoire, É.** et K. Hamilton (2016). « International Accompaniment, Reflexivity and the Intelligibility of Power in Post-Conflict Guatemala », *Journal of Genocide Research*, 18(2-3), p. 189-205.

Turcotte-Tremblay, A.M., J. Spagnolo, M. De Allegri, **V. Ridde** (2015) « Does performance-based financing increase value for money in low -and middle- income countries? A systematic review », *Health Econ Rev*, Dec 6(1):30.

Druetz, T., **V. Ridde** et S. Haddad (2015). « The divergence between community case management of malaria and renewed calls for primary healthcare », *Critical Public Health* 25 (2), p. 165-177.

Siron, S., C. Dagenais et **V. Ridde** (2015). « What research tells us about knowledge transfer strategies to improve public health in low-income countries: a scoping review », *International Journal of Public Health*, août.

**Ridde, V.** (2016). « Need for more and better implementation science in global health », *BMJ Global Health* 2016.

Agier, I., A. Ly, K. Kadio, S. Kouanda et **V. Ridde** (2016). « Endorsement of universal health coverage financial principles in Burkina Faso », *Soc Sci Med.*, Feb;151, p. 157-166.

## CONFÉRENCES DU CIRDIS

2016

«**Le contribution des approches interdisciplinaires pour faire avancer les études internationales pour le développement : la question des ressources naturelles et territoires au cœur de l'analyse**», Panel organisé dans le cadre du colloque : «Perspectives croisées en droit et relations internationales dans les études sur l'exploitation des ressources naturelles et extractives», 84<sup>e</sup> congrès de l'ACFAS, 11 mai 2016

**Bonnie CAMPBELL**, Professeure, Département de science politique, UQAM, Directrice du CIRDIS  
**Marie-Claude PRÉMONT**, Professeure, École nationale d'administration publique, Membre du CIRDIS  
**Bruno SARRASIN**, Professeur, Département d'Études urbaines et touristiques, UQAM ; Membre du CIRDIS  
**Stéphane BERNARD**, Professeur, Département de géographie, UQAM, Membre du CIRDIS  
**Lara GAUTIER**, École de santé publique de l'Université de Montréal

«**Le financement du développement et les objectifs de développement durable : quel modèle, pour qui, et par qui ?**», Conférence Un seul monde en collaboration avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), UQAM, 18 avril 2016

**Fraser REILLY-KING**, Analyste principal des politiques, Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI)  
**Denise BYRNES**, Directrice générale, Oxfam-Québec  
**Stephen BROWN**, Professeur titulaire, École d'études politiques, Université d'Ottawa ; Membre du CIRDIS  
**Gabriel GOYETTE**, Candidat au doctorat, Département de science politique, Université de Montréal ; Membre du CIRDIS  
**Molly KANE**, Coordinatrice, L'Entraide missionnaire ; Chercheure en résidence du CIRDIS

«**Le droit humain d'accès à l'eau : de la théorie aux réalités (africaines)**», Conférence organisée conjointement avec la Clinique internationale de défense des droits humains (CIDDHU), UQAM, 31 mars 2016

**Paul HANSBURY**, conseiller technique principal pour le compte de l'ONU  
**Claude SAUVEPLANE**, docteur en Philosophie (PhD) sur les ressources en eau de l'Université de l'Alberta à Edmonton  
**Christophe GOMSARÉ**, Chercheur postdoctoral, Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère, UQAM

«**Victoire historique contre Monsanto! Et après?**», Conférence, UQAM, 29 février 2016

**Mathieu ROY**, Conseiller en agriculture, Équiterre  
**Daniel CARMANTRAND**, Président, Planet its up to you,  
**Paul FRANCOIS**, Agriculteur céréalier en Charente, France  
**Élisabeth ABERGEL**, Professeure, département de sociologie, UQAM, Membre du CIRDIS



«**Rôle incitatif potentiel de la fiscalité foncière et immobilière dans le développement économique des pays en développement : Opportunités et Obstacles. Réflexions sur la réforme foncière au Vietnam, Sénégal et Mali**», Conférence, UQAM, 18 février 2016

**Dr. Hong-Loan TRINH**, post-doctorante au CIRDIS et spécialiste de gouvernance publique, gestion et taxation foncière et immobilière  
**Lina Cantin**, avocate, courtier en immobilier commercial et conseillère stratégique auprès d'entreprises

«**Les travailleurs migrants dans le secteur minier: Regards sur l'Afrique, l'Amérique latine et l'Océanie**», Conférence, UQAM, 4 février 2016

**Mylène CODERRE**, auteure du rapport avec B. Campbell et I. Mandé *International migrants workers in the mining sector*, pour International Migration Branch de International Labour Office (ILO)

## 2015

---

«**La protection des droits de la personne dans les Amériques: enjeux d'actualité et développements récents en droit interaméricain**», Conférence, UQAM, 3 décembre 2015

**Élise HANSBURY** et **Bernard DUHAIME**, auteurs de la Chronique de jurisprudence interaméricaine dans l'*Annuaire canadien de droit international* (ACDI)

«**Conférence tricontinentale sur la mise en valeur des ressources naturelles, Colloque international, en collaboration**» avec le CETASE de l'Université de Montréal, le Centro de Investigaciones Sociedad y Políticas Públicas (CISPO), la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN), le Third World Studies Center (TWSC), le Groupe d'Études et de Recherche en Sociologie et Droit Appliqué (GERSDA) et CooperAcción, UQAM, 13-15 octobre 2015

**Lucie SAUVÉ**, Professeure au Département de didactique, UQAM; **Marie-Claude PRÉMONT**, Professeure à l'École nationale d'administration publique (ENAP); **Marc-Urbain PROULX**, Professeur Département des sciences économiques et administratives, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC); **Eduardo TADEM**, Professeur, University of Philippines; **Mohamed COULIBALY**, Membre de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN), Mali; **Magali DELOMIER**, Directrice générale Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ); **Lesley POTTER**, Crawford School of Public Policy, ANU College of Asia and the Pacific, Australian National University; **Daniel GAGNON**, Ing. Directeur Général Groupe Minier Met-Chem, Canada; **Philippe Dufort**, Professeur Université Saint-Paul, Ottawa, **Amadou KEITA**, Coordonnateur Groupe d'études et de recherche en sociologie et droit appliqué (GERSDA), Mali; **Pascale HATCHER**, Professeure Université Ritsumeikan, Japon; **Angel SALDOMANDO**, Université Los Lagos et Coordonnateur pôle Amérique latine de REINVENTERRA, Chili; **José De ECHAVE**, Co-Fondateur CooperAcción, Pérou; **Manuel de la FUENTE**, Professeur Université Mayor de San Simón, Bolivie

«**Projection de courts métrages RÉINVENTERRA**», Conférence tricontinentale, RÉINVENTERRA, 14 octobre 2015

Ces documentaires ont été réalisés par des étudiants du pôle Asie dans le cadre du projet REINVENTERRA et ont été tournés aux Philippines et en Indonésie à l'été 2015. Discussions avec : **Ken Bejer, Lucy Laviotte, David Levi, Hugo Maurer, Tariq Rami, Rosanna Tiranti**

«**Au nom des générations futures? Enjeux contemporains de la mise en valeur des ressources et du territoire**», Colloque étudiant, RÉINVENTERRA, 15 octobre 2015

**Étienne Roy Grégoire**, CIRDIS et doctorant Université d'Ottawa; **Andréanne Martel**, CIRDIS; **Rafael Simoes Lasevitz**, doctorant en anthropologie, Université de Montréal; **Aurélie-Zia Gakwaya**, doctorante en sciences des ressources naturelles, Université McGill; **Annabelle Martin**, doctorante interdisciplinaire en santé et société, UQAM; **Marie-Claude Rouillard**, candidate à la maîtrise, Université d'Ottawa; **Thomas Deshaies**, candidat à la maîtrise en science politique, UQAM; **Arthur de Robert**, candidat à la maîtrise en science de l'environnement, UQAM; **Ximena Cuadra-Montoya**, doctorante en science politique, UQAM; **Andreas Jacobs**, Research Associate, Peace Research Institute Frankfurt (PRIF), Technische Universität Darmstadt, Allemagne; **Amélie Lafortune-Lauzon**, candidate à la maîtrise en science politique, UQAM

«**Le Système américain de protection des droits de l'homme. Réalité ou fiction?**», Conférence, UQAM, 8 octobre 2015

**Claudio Jesus SANTAGATI**, docteur en sciences juridiques. Sa thèse L'invalidité et ses paradigmes. Son expression dans les ordres juridiques actuels a été déposée à l'Université du Salvador, Argentine

«**L'éthique de l'agriculture dans l'environnement**», Conférence, UQAM, 24 septembre 2015

**Paul FRANCOIS**, agriculteur céréalier en Charente connu notamment pour le procès qu'il a remporté contre Monsanto

«**Responsabilité sociale des entreprises: Vers une contribution développementale?**», Conférence, UQAM, 15 septembre 2015

**Gabriel C. GOYETTE**, doctorant au département de science politique de l'Université de Montréal

## Médias

---

**Hamalian, A.** « Défenseure multilingue de l'apprentissage, Arpi Hamalian reçoit un prix d'excellence pour l'ensemble de ses réalisations », Entrevue au journal de l'Université Concordia, 7 juin 2016. Voir : <http://www.concordia.ca/content/shared/fr/actualites/central/nouvelles/2016/06/17/arpi-hamalian-recoit-un-prix-d-excellence-pour-l-ensemble-de-ses-realizations.html>

**Prémont, M.-C.** « Exploitation minière et éolienne : l'école buissonnière du gouvernement », Entrevue pour le magazine *Découvrir* de l'ACFAS, numéro spécial - 84<sup>e</sup> Congrès, 13 mai 2016. Voir : [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-cirdis&id\\_article=10258](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-cirdis&id_article=10258)

**Saldomando, A.** « El fin del boom de las materias primas », publication de l'article dans Le Monde diplomatique édition chilienne, 28 mars 2016. Voir : <http://www.lemondediplomatique.cl/El-fin-del-boom-de-las-materias.html>

**Campbell, B.** « Q&R : Le secteur minier peut financer les soins de santé en Afrique », Entrevue pour SciDev.Net à propos de l'étude « Mining revenue and access to health care in Africa », 7 mars 2016. Voir : <http://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/sante/actualites/secteur-minier-financer-soins-sante-afrique.html>

**Événement CIRDIS** : Paul François, Reportage sur l'évènement « Victoire historique contre Monsanto », organisé par le CIRDIS. Entrevue pour le webmagazine *L'Outarde libérée*, 7 mars 2016. Voir : <http://loutardeliberee.com/monsanto/>

**Martel, A.** Citée dans « Ottawa interpellé pour son rôle dans l'exploitation minière en Haïti », concernant la publication d'un rapport sur l'industrie minière en Haïti, Le Devoir, 8 janvier 2016. Voir : <http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/459645/aide-internationale-ottawa-interpelle-pour-son-role-dans-l-exploitation-miniere-en-haiti>

**Duhaime, B.** « Haro sur les disparitions forcées. Bernard Duhaime plaide pour une meilleure collaboration des États lors d'une allocution à l'ONU. », Entrevue pour Actualités UQAM, 22 octobre 2015. Voir : <http://www.actualites.uqam.ca/2015/bernard-duhaime-prononce-une-allocution-a-l-onu-sur-les-disparitions-forcees>



## Nos membres

---

### Bonnie Campbell, directrice

Bonnie Campbell est professeure d'économie politique à la Faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal. Son expertise sur les questions d'économie politique en Afrique, du développement international, des réformes institutionnelles en Afrique et particulièrement des impacts des activités minières sur le développement social, économique et environnemental l'a amenée à participer à de nombreuses activités de recherche, conférences et débats scientifiques et publics sur ces enjeux, notamment pour la CNUCED et à la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA). Elle est actuellement directrice du Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS) et du Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA) depuis 1998. Elle siège également sur le comité de lecture de plusieurs revues scientifiques (*The Extractive Industry and Society*, *Mineral Economics*, *Tiers-Monde* et *Review of African Political Economy*) et a été titulaire de la Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement de 2006 à 2011.



### Élisabeth Abergel, membre régulière

Élisabeth Abergel est professeure au département de sociologie de l'UQAM. Elle est associée à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE), au Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS) ainsi qu'au Centre de recherche interdisciplinaire sur la biologie, la santé, la société et l'environnement (CINBIOSE). Ses intérêts de recherche concernent la géopolitique et l'environnement, l'interdisciplinarité dans l'étude des problèmes environnementaux, l'évolution des technologies du vivant sur les systèmes de production agricole et alimentaire et les enjeux de santé environnementale et humaine. Elle est actuellement membre du Conseil d'administration du Réseau pour une alimentation durable (RAD) et a été directrice du département des études internationales du Collège universitaire Glendon à l'Université York de 2002 à 2010.

### Olga V. Alexeeva, membre régulière

Sinologue et professeure d'histoire de la Chine à l'Université du Québec à Montréal, Olga V. Alexeeva est titulaire d'un doctorat en études chinoises de l'Université Diderot-Paris VII ainsi qu'un diplôme en langue et culture chinoise de l'Université de Tianjin. Elle est l'auteure de plusieurs articles sur les différents aspects de la géopolitique et des relations internationales de la Chine.





### **Alfred Babo, membre associé**

Alfred Babo est sociologue. Il a obtenu son doctorat en sociologie du développement à l'Université de Bouaké en Côte d'Ivoire. Il est professeur résident à Smith College aux États-Unis où il coordonne le programme Global Lecture Series dont le thème est «Sécurité, migration, déplacement forcé et réfugiés». Il est l'auteur de l'ouvrage Les jeunes, la terre et les changements sociaux en pays Baoulé, Côte d'Ivoire, 2010, Karthala. Son récent ouvrage s'intitule L'étranger en Côte d'Ivoire : Crises et controverses autour d'une catégorie sociale, 2013, L'Harmattan. Il est membre du Political Sciences Association (APSA), du CODESRIA, et de la Société suisse des études africaines (SSEA).

### **Odair Barros Varela, membre associé**

Titulaire d'un doctorat en sociologie de l'Université de Coimbra (Portugal), Odair Barros Varela est chercheur au Centre d'études sur l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine (CEsA), chercheur associé au CODESRIA (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique) et chercheur postdoctoral au CIRDIS. Sa thèse de doctorat intitulée « Métissage juridique ? L'Etat et la participation locale dans le domaine de la justice au Cap-Vert : une analyse post coloniale » a reçu une mention honorable du Prix Centre d'études sociales (Portugal) pour les jeunes chercheurs en sciences sociales de langue portugaise - Édition 2013, en plus du Prix Fernão Mendes Pinto 2013 de l'Association des universités de langue portugaise (AULP).



### **Stéphane Bernard, membre régulier**

Géographe de formation, Stéphane Bernard est professeur au département de géographie de l'Université du Québec à Montréal et a enseigné à l'École de développement international et mondialisation à l'Université d'Ottawa de 2008 à 2011. Spécialiste du développement, il s'intéresse plus spécifiquement aux impacts de la marchandisation des territoires et aux conflits d'usages. Ses recherches portant sur les transformations territoriales dans le cadre de la mondialisation en lien avec la planification du développement l'ont amené à s'intéresser au recul forestier et à l'expansion agricole en Asie du Sud-Est. Il enseigne et dirige des travaux liés aux questions de développement et leurs effets sur les territoires, particulièrement sur la sécurité/souveraineté alimentaire, les modalités et impacts de l'expansion agroindustrielle sur les populations locales et l'environnement dans les pays en développement.





### **Stephen Brown, membre régulier**

Professeur titulaire à l'École d'études politiques à l'Université d'Ottawa, Stephen est également associé à l'École de développement international et mondialisation. La majorité de ses recherches portent sur l'intersection des politiques et pratiques des pays du Nord et autres acteurs internationaux, avec la politique dans les pays du Sud, surtout en Afrique subsaharienne. Ses publications traitent de la démocratisation, la violence politique, la consolidation de la paix et la justice transitionnelle/État de droit en Angola, au Kenya, au Malawi, au Mozambique et au Rwanda, ainsi que de l'aide au développement, en particulier celle du Canada. En 2013 et 2015, il était Senior Fellow au Centre for Global Cooperation Research à l'Université de Duisbourg-Essen, en Allemagne. Actuellement chercheur invité au United Nations University World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER) à Helsinki en Finlande, il sera 2017, Fellow au Stellenbosch Institute for Advanced Study en Afrique du Sud.

### **Jano Bourgeois, membre associé**

Professeur de science politique au Collège Jean-de-Brébeuf, Jano Bourgeois est responsable de l'axe coopération internationale du CIRDIS. Il est titulaire d'une maîtrise en affaires internationales de la Norman Paterson School of International Affairs de l'université Carleton. Son mémoire de maîtrise, portant sur les rapports de forces asymétriques du Laos et de ses voisins dans le cadre du développement hydroélectrique et routier, a nécessité un travail de terrain de neuf mois au Laos et dans les pays voisins. Durant ce séjour, il a également agi comme assistant de recherche dans le cadre de travaux de recherches anthropologiques sur les minorités ethniques du nord Laos. Il poursuit actuellement un doctorat à l'UQAM sous la direction de Bonnie Campbell. Il a également travaillé en Équateur dans le cadre d'un projet de renforcement des capacités d'une fédération de coopératives agricoles pour la Canadian Co-operative Association. Actuellement, ses recherches portent sur les conséquences de l'arrivée de nouveaux donateurs sur les stratégies rhétoriques autant que pratiques d'aide au développement des donateurs « traditionnels », dans le cadre de l'OCDE ainsi que dans les autres organisations internationales de développement où ils sont dominants, comme la Banque Mondiale.



### **France Bourguin, membre associée**

Over the past fifteen years, France Bourguin has managed research and advisory services projects on natural resource governance and policy. She has provided technical and strategic advice to governments, civil society, and the private sector primarily throughout eastern and southern Africa on issues of institutional and regulatory reform, revenue transparency, CSR, human rights, and development agreements, among other matters. She is currently Head of Responsible Sourcing at DONG Energy. She was Manager, Advisory Services at BSR (Business for Social Responsibility) and Researcher at Danish Institute for International Studies. She has lived in Africa for more than six years and has extensive field-based experience with a broad range of development issues focused on the governance of mineral, oil, and gas industries at the national, regional, and transnational levels. She has counselled The Association of European Parliamentarians with Africa (AWEPA) on issues of financial integrity and transparency in the extractive industries. Through her work on frontier mining jurisdictions, she has also counselled the Government of Greenland on its mining policy reform process.



### **Gabriel C. Goyette, membre associé**

Titulaire d'un baccalauréat en science politique et d'une maîtrise en science politique spécialisée en relations internationales et développement de l'Université du Québec à Montréal, Gabriel C. Goyette est étudiant au doctorat au département de science politique de l'Université de Montréal. Ses recherches portent sur les transformations contemporaines de l'aide publique au développement, l'efficacité et l'aide et particulièrement sur le rôle du secteur privé dans l'aide canadienne, de même que sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Il est coordonnateur du pôle coopération du Réseau d'étude des dynamiques transnationales et de l'action collective, coordonnateur des activités au Centre d'études de l'Asie de l'Est (CETASE) et au Pôle de recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud (PRIAS) et doctorant au CERIUM. Il est également membre associé du Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS-UQAM) et chercheur associé à l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaire (OCCAH) à l'École des sciences de la gestion (UQAM). Enfin, il est aussi correspondant international pour le Canada de la revue Techniques financières et développement (France).



### **Marie-Christine Doran, membre régulière**



Politologue de formation, Marie-Christine Doran est professeure à l'École d'Études politiques de l'Université d'Ottawa depuis 2010 et a également enseigné à l'UQAM dès 2002. Chercheuse spécialisée sur l'Amérique latine, elle détient une expérience avec divers centres et réseaux de recherche canadiens et internationaux. Chercheuse doctorante invitée au Mexique et à l'Institut français de recherche sur le développement (IRD), enseignante-chercheuse invitée à l'École des hautes études (Paris), Visiting scholar à Northwestern University et Visiting Fellow au Center for the Study of World Religion de l'Université Harvard, elle fait partie d'équipes de recherches multidisciplinaires subventionnées depuis 2002, notamment : Violence et action directe en Amérique latine (Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine (GRIPAL)), Réseau d'échange et d'études sur la gouvernance démocratique (FLACSO-CODESRIA-Chaire Poissant sur la gouvernance et l'aide au développement), Chercheuse associée (Centre d'analyse et d'intervention sociologique de l'École des hautes études en sciences sociales-Paris (EHSS)). Elle fait également partie du réseau d'études sur la violence de l'Institut pluridisciplinaire d'études sur l'Amérique latine (Université de Toulouse Le Mirail), et maintient des liens de recherches permanents avec plusieurs universités et centres de recherches latino-américains (Chili, Nicaragua, Haïti, Mexique, Équateur, Argentine, Brésil). Elle a été honorée en tant que récipiendaire de la Médaille d'or académique de la Gouverneure Générale du Canada 2005-2006. En 2012, elle fût professeure invitée à l'Institut d'Études sociales et politiques (IESP) de l'Université d'État de Rio de Janeiro (UERJ).

### **Philippe Dufort, membre régulier**

Philippe Dufort est professeur adjoint à l'École d'études de conflits de l'Université Saint-Paul. Il a réalisé une thèse de doctorat à l'Université Cambridge au Royaume-Uni. Ses recherches actuelles portent sur l'innovation stratégique, les liens entre géopolitique et économie politique internationale. Il a notamment été éditeur pour le Cambridge Review of International Affairs, analyste politique à la mission canadienne auprès de l'Union européenne ainsi qu'observateur des droits humains en zones de conflit.





### **Bernard Duhaime, membre régulier**

Bernard Duhaime est professeur régulier de droit international à la Faculté de Sciences politiques et de Droit de l'UQAM et directeur du baccalauréat en droit international et relations internationales. Il enseigne principalement le droit international des droits humains et se spécialise dans le Système interaméricain de protection des droits de la personne. Il contribue à la promotion et la défense des droits humains depuis 1996, ayant travaillé ou collaboré avec diverses agences internationales et nationales de défense des droits de la personne, ayant pris part à de multiples missions d'observation et de formation sur le terrain et ayant produit de nombreux rapports institutionnels. Il conseille ou a conseillé plusieurs organisations de défense des droits de la personne et des peuples autochtones, des avocats et défenseurs des droits humains, des organisations internationales et des États. Il représente ou assiste de nombreuses victimes et défenseurs des droits de la personne dans le cadre d'affaires contentieuses devant le système interaméricain de protection des droits de l'Homme, les agences et mécanismes spécialisés de l'ONU, la Cour européenne des droits de l'Homme, etc. Il est l'ancien directeur et fondateur de la Clinique Internationale de Défense des Droits Humains de l'UQAM.

### **Arpi Hamalian, membre associée**

Arpi Hamalian travaille activement pour la démocratisation des savoirs. À l'Université Concordia, elle a occupé les postes de directrice du Département, de directrice des programmes d'études supérieures en sciences de l'éducation et en andragogie, et de directrice de l'Institut Simone-de-Beauvoir, renommé à l'échelle internationale dans le domaine des études des femmes. Membre honoraire à vie de l'Institut, elle a également été professeure-conseil au Centre des étudiants adultes de l'Université et a enseigné dans le cadre des programmes de doctorat interuniversitaires de l'École de gestion John-Molson (Concordia, UQAM, Université de Montréal et Université McGill) et du Département de communication (UQAM-Concordia). Elle est également coprésidente fondatrice de la Chaire d'études ethniques Concordia-UQAM. Elle cumule de nombreuses distinctions : Prix d'excellence en enseignement du Conseil de la vie étudiante de Concordia (1997) ; Prix des diplômés pour l'excellence dans l'enseignement de l'Association des diplômés de l'Université Concordia (2008) ; Médaille commémorative du 125<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération du Canada en reconnaissance de l'importante contribution qu'elle a apportée au pays (1993) ; finaliste pour le Prix Émile-Ollivier de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (2009) ; Prix de mérite du Y des femmes dans la catégorie Éducation.



### **Pascale Hatcher, membre associée**

Pascale Hatcher est professeure associée à la Faculté des relations internationales de l'Université Ritsumeikan au Japon. Elle détient une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et un doctorat en études sur le développement international du International Institute of Social Studies (ISS) de l'Université Erasmus aux Pays-Bas. Ses recherches actuelles, qui sont financées par la Japan Society for the Promotion of Science (Gouvernement du Japon), portent sur l'économie politique de la gouvernance minière en Asie du Sud et du Sud-Est, notamment sur le rôle joué par le Groupe de la Banque mondiale dans la promotion de nouveaux cadres miniers. Ses études de cas sur la Mongolie et les Philippines ont par ailleurs donné lieu à des collaborations avec les organisations UNRISD et UNICEF. Ses récentes publications incluent le livre *Regimes of Risk : The World Bank and the Transformation of Mining in Asia* (Palgrave, 2014), et l'article *Local Communities & Multilateral Safeguards : the Mining Regime of Lao PDR*, (*Journal Globalizations*).

### Zeynep Kadirbeyoglu, membre associée

Zeynep Kadirbeyoglu enseigne depuis 2009 la politique comparée de l'Amérique Latine, l'économie politique du développement et les méthodes de recherche en science politique au département de science politique et relations internationales de l'Université de Bogazici en Turquie. Elle a obtenu son Doctorat en science politique de l'Université de McGill en 2009. Elle est spécialisée en politique comparée et au niveau régional, elle s'intéresse au Moyen-Orient et l'Amérique Latine. Elle a fait une M. Phil. en sciences politique et sociale à l'Université de Cambridge en 2001. Son mémoire portait sur l'analyse de l'impact des réseaux transnationaux sur la lutte de paysans se mobilisant contre une mine d'or en Turquie. Elle a également terminé une Maîtrise en sciences économiques à l'Université Bogazici en 2000. Ses écrits portent généralement sur la décentralisation, les relations entre les États, la société civile et l'environnement.



### Marie Nathalie LeBlanc, membre régulière



Anthropologue et professeure au Département de sociologie de l'UQAM, Marie Nathalie LeBlanc a complété son doctorat au Département d'anthropologie de University College London (Royaume-Uni). Ses principales publications traitent de la jeunesse et des transformations sociales dans les sociétés postcoloniales africaines (Côte d'Ivoire and Mali) et au Québec, notamment en ce qui a trait à la religion et à la culture populaire. Ses publications sur l'Afrique apparaissent dans diverses revues académiques canadiennes, françaises, britanniques et américaines (African Affairs, Journal of religion in Africa, Cahiers d'études africaines, entre autres). Elle dirige présentement un programme de recherche sur les rôles des ONG confessionnelles dans la société civile en Afrique (CRSH). Elle a participé et participe encore à plusieurs programmes internationaux de recherche, notamment sur l'Islam et la sphère publique en Afrique de l'ouest avec une équipe de chercheurs en France et en Afrique. Elle est actuellement directrice de recherche de l'axe Mouvements sociaux et société civile du CIRDIS, membre du Groupe de recherche sur les sociétés africaines en mutation (GIERSA) et du Groupe de recherche sur la diversité urbaine (GRDU). Ses récents intérêts de recherche se centrent sur les nouveaux charismes dans le contexte des nouvelles technologies de l'information et de la communication, et la féminisation de l'Islam en Côte d'Ivoire.

Unknown

Formatted: Font:(Default) Arial, 10 pt

### Philippe Leroux-Martin, membre associé

Philippe Leroux-Martin a travaillé pendant cinq ans en tant que membre d'une équipe de conseillers juridiques supervisant la mise en œuvre du processus de paix de Dayton en Bosnie-Herzégovine. Suite à son travail à Sarajevo, il a dirigé le département juridique de l'organisation créé pour superviser et coordonner le processus d'indépendance du Kosovo en 2008-2009. Il est diplômé de l'Université de Montréal (LL.B), de la London School of Economics (LL.M) et de la Harvard Kennedy School of Government (MPA). Il a été invité à commenter les développements en ex-Yougoslavie à la BBC World News, à CBC / Société Radio-Canada et à BBC Radio (Service Perse). Il est l'auteur de l'ouvrage « Diplomatic Counterinsurgency : Lessons from the Balkans » (Cambridge University Press) et est actuellement Fellow au Belfer Center for Science and International Affairs à la Harvard Kennedy School of Government à Cambridge, Massachusetts.



### Issiaka Mandé, membre régulier



Issiaka Mandé est Professeur au Département de science politique de l'UQAM. Il s'intéresse à l'histoire socio-économique de l'Afrique contemporaine et a été l'un des acteurs importants lors de la rédaction de la Déclaration de Québec sur la sauvegarde et la mise en valeur des recensements africains (juin 2007). L'essentiel de ses travaux porte sur l'histoire des populations de l'Afrique occidentale avec un accent particulier sur la circulation migratoire dans cette région. Il insiste particulièrement sur la période coloniale, son influence sur la structuration de cette migration avec une analyse des effets du travail forcé et l'inégalité dans les investissements territoriaux du pouvoir colonial. À côté de l'examen de ces flux, ses réflexions portent également sur le caractère diasporique de la migration internationale des ouest-africains, à l'impact de celle-ci sur les constructions identitaires. Il poursuit de nombreuses collaborations avec des réseaux internationaux. Il

est notamment membre du comité exécutif de l'Association des historiens africains et a fait partie récemment du comité d'experts internationaux de « Femmes dans l'histoire de l'Afrique », produit par l'UNESCO. Il est également membre du Conseil scientifique de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF), associé au Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ) de l'Université Laval.

### Marie-Josée Massicotte, membre associée

Marie-Josée Massicotte est professeure associée à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Ses principaux champs de recherche portent sur les mouvements sociaux et l'action collective en Amérique latine, l'économie politique internationale et les économies alternatives, la mondialisation et la gouvernance mondiale, la souveraineté alimentaire ainsi que la justice environnementale et sociale. Elle coordonne le nouveau Laboratoire d'études interdisciplinaires sur l'alimentation à la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa. Elle poursuit également des recherches sur les mouvements de résistance au Brésil et au Mexique, particulièrement dans l'État de Oaxaca, où elle s'intéresse aux mouvements paysans qui luttent pour l'accès à la terre et à une agriculture plus écologique. Marie-Josée Massicotte s'intéresse également aux questions de méthodologie liées à la recherche-action, l'interaction entre théorie et pratique et la production de connaissances émergeant des pratiques militantes, par exemple au sein des espaces créés par le Forum social mondial depuis 2001.



### Léonce Ndikumana, membre associé

Léonce Ndikumana est professeur d'économie à l'Université du Massachusetts à Amherst aux États-Unis. Il est directeur du African Development Policy Program au Political Economy Research Institute (PERI). En 2013, il a été récipiendaire du Award for Outstanding Accomplishments in Research and Creative Activity. Il est membre du Committee on Development Policy des Nations Unies et professeur honorifique en économie à l'Université de Stellenbosch en Afrique du Sud. Il a également été Director of Research and Operational Policy à la Banque de développement africaine et Chief of Macroeconomic Analysis à la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA).

### Awalou Ouedraogo, membre associé

Awalou Ouedraogo est titulaire d'un doctorat en relations internationales de l'Institut des hautes études internationales et du développement de l'Université de Genève. Professeur adjoint au département d'études internationales de l'Université de York, ses recherches portent notamment sur les aspects historiques et philosophiques de la société internationale, la théorie du droit, la guerre et ses alternatives, les droits humains, le règlement pacifique des différends et les processus de construction de l'État en Afrique.



### Caroline Patsias, membre régulière

Caroline Patsias est professeure au Département de science politique à l'UQAM et membre du CIRDIS. Elle est spécialisée sur les questions de la citoyenneté, du militantisme et des transformations de la démocratie canadienne. Ses recherches croisent deux axes d'analyse. Un premier consacré à la politisation examine comment les citoyens construisent un rapport au politique ou à l'inverse évitent celui-ci. Les recherches menées ici reposent sur une comparaison entre la France et le Québec notamment. Un second axe de recherche concerne les modalités d'une gouvernance plus participative. Il s'agit d'analyser le rôle des mécanismes institutionnels et des contextes politiques et locaux dans l'élargissement des processus décisionnels en privilégiant une perspective historique et comparative. Elle a fait paraître en 2016 l'ouvrage *Une chronique de la démocratie ordinaire : les comités citoyens au Québec et en France* (Presses de l'Université de Montréal, 272 pages).



### Marie-Claude Prémont, membre régulière

Marie-Claude Prémont est professeure titulaire de droit à l'École nationale d'administration publique depuis 2007 où elle enseigne notamment le Droit municipal et le Droit de la santé et des services sociaux. Auparavant elle était professeure agrégée à la Faculté de droit de l'Université McGill. Elle est détentrice d'un doctorat en droit de l'Université Laval, elle est aussi membre de deux ordres professionnels, soit l'Ordre des ingénieurs du Québec depuis 1984 et le Barreau du Québec depuis 1985. Elle est membre de deux regroupements de recherche interuniversitaires, soit le Centre de recherche en développement territorial et le réseau Villes-Régions-Monde. Elle poursuit des recherches dans les secteurs du droit municipal, du droit de la santé, en plus du domaine du développement régional, notamment par l'énergie éolienne et hydroélectrique. Elle a publié un chapitre de livre intitulé : « Hydro-Québec et le délestage des grandes régions productrices d'hydroélectricité » un article sur « L'étonnante construction juridique de l'énergie éolienne au Québec » et également avec Marc-Urbain Proulx : « L'exploitation de l'hydroélectricité en région périphérique québécoise : des modèles contre territoire » et plus récemment un rapport synthèse pour le CRSH avec Bonnie Campbell : « Mutations de la réglementation multi-niveaux et du rôle des acteurs dans la mise en œuvre des ressources minières et de l'énergie renouvelable : La quête pour l'acceptabilité sociale et la maximisation des retombées », également disponible en version anglaise.







### **Valéry Ridde, membre associé**

Valéry Ridde est professeur agrégé de santé publique à l'École de santé publique de l'université de Montréal (Département de Médecine sociale et préventive), titulaire d'une chaire de recherche en santé publique appliquée des Instituts de Recherche en Santé du Canada (IRSC), et chercheur au centre de recherche du CHU de Montréal (CRCHUM). Ses travaux de recherche portent sur les services de santé, l'évaluation des programmes et des politiques publiques de santé dans un contexte de santé mondiale et d'équité. Il possède un doctorat (Ph.D) en santé communautaire (U. Laval) concernant l'analyse de la mise en œuvre des politiques de santé au Burkina Faso. Sa thèse, publiée aux éditions L'Harmattan, a obtenu un prix du Réseau de recherche en santé publique du Québec. Il détient une maîtrise en santé communautaire et un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en management ainsi qu'une maîtrise en gestion.

### **Yann Roche, membre régulier**

Yann Roche est titulaire d'un doctorat de l'Université Laval. Après avoir enseigné à l'Université Laurentienne de Sudbury, il est maintenant professeur au département de géographie de l'UQAM, depuis 1997. Travaillant sur divers aspects sociaux et environnementaux de l'Asie du Sud-Est depuis 1994, il s'est spécialisé dans l'application des systèmes d'information géographiques à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles, et plus récemment, à l'écotourisme. Membre du Pôle Géographie et Tourisme de l'Agence Universitaire de la Francophonie pour la région Asie-Pacifique, il est aussi membre du CIFORT. Au CIRDIS, il est responsable de la dimension Tourisme durable de l'Axe de recherche Mise en valeur des ressources naturelles.



### **Étienne Roy Grégoire, membre associé**

Étienne Roy-Grégoire poursuit actuellement un doctorat à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Il détient une maîtrise en science politique de l'UQAM et un baccalauréat en anthropologie de l'Université de Montréal. Ses recherches portent sur le foisonnement des régimes normatifs dans le secteur minier global et sur leur interaction avec la structuration des communautés politiques, en particulier au Canada et en Amérique latine. Il a travaillé plusieurs années dans le domaine des droits humains en Colombie et au Guatemala. Son dernier article, écrit avec Karen Hamilton, a été publié dans le *Journal of Genocide Research* : « International Accompaniment, Reflexivity and the Intelligibility of Power in Post-Conflict Guatemala ».

### **Angel Saldomando, membre associé**

Économiste, Angel Saldomando a travaillé comme chercheur et consultant dans plusieurs pays d'Amérique latine, notamment en Amérique Centrale. Il a été consultant indépendant pour diverses agences de coopération internationale (PNUD, GTZ, ASDI, COSUDE, FINNIDA, NORAD, entre autres). De plus il a collaboré avec des ONG, centres de recherche et réseaux associatifs. Il a enseigné au département de sciences économiques de l'Université Nationale et à l'Université américaine au Nicaragua, et à l'Université de Bologne. Ses principaux thèmes de travail sont la gouvernance et le développement ainsi que les réformes économiques et institutionnelles. Actuellement il travaille sur les enjeux de gouvernance et d'exploitation de ressources naturelles en Amérique latine. Il est chercheur associé au Centre d'Études stratégiques sur les Politiques publiques (IEEPP) au Nicaragua. Il collabore également avec plusieurs centres en Amérique du sud (Argentine, Bolivie, Pérou, Chili) sur la problématique de gouvernance et ressources naturelles, et notamment avec le Centre d'Études Société et Politiques publiques (CISPO), de l'Université de los Lagos au Chili. En 2013 il a organisé au Chili l'atelier de recherche « Innovations de gouvernance dans le contexte des tensions autour de l'exploitation des ressources naturelles » (apropiacion de recursos naturales y territorio adaptaciones y resistencias). Cinq pays ont été invités à participer (Canada Argentine, Chili, Pérou, Bolivie, plus le Nicaragua pour l'Amérique Centrale).



### **Bruno Sarrasin, membre régulier**

En plus d'une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal (1995) et d'une maîtrise en administration publique de l'École nationale d'administration publique (1999), Bruno Sarrasin détient un doctorat en science politique de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2002). Professeur au département d'études urbaines et touristiques depuis 2002, il a aussi occupé la fonction de directeur de la revue de recherche en tourisme Téoros jusqu'en 2008 et il est l'actuel directeur de la collection Tourisme aux Presses de l'Université du Québec. Il occupe maintenant la fonction de directeur du département d'Études urbaines et touristiques (DEUT) et il a été directeur des programmes de 1<sup>er</sup> cycle en gestion du tourisme et de l'hôtellerie de 2009 à 2015. Ses travaux portent sur l'économie politique du développement, particulièrement en Afrique subsaharienne ; la sociologie politique des politiques publiques, principalement dans le domaine de la protection de l'environnement et l'analyse sociopolitique, la prévision et la prospective du phénomène touristique.



### **Dzodzi Tsikata, membre associée**

Dzodzi Tsikata est professeure associée à l'Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER) de l'Université du Ghana et a été chercheure en résidence O'Brien au Centre for Human Rights and Legal Pluralism à l'Université McGill. Ses recherches portent principalement sur les questions de genre et les politiques et pratiques de développement, sur les réformes en matière de propriété foncière et les transactions foncières commerciales à grande échelle, ainsi que sur les conditions de travail informel. Ses publications comprennent un ouvrage co-dirigé (avec Pamela Golah) «Land Tenure, Gender and Globalisation : Research and Analysis from Africa, Asia and Latin America» (Zubaan, 2010) et un numéro spécial de Feminist Africa co-dirigé (avec Dede Esi Amanor Wilks) et portant sur la terre, le travail et les moyens de subsistance des femmes (2009).



### **Ricardo Tranjan, membre associé**

### **Katia Vianou, membre associée**

Katia Vianou est chargée de cours au Département de communication sociale et publique de l'UQAM, où elle a obtenu en 2014 un diplôme de doctorat en communication. Spécialisée en communication internationale et développement, elle a orienté ses recherches récentes sur les enjeux de la coopération scientifique internationale et des processus collaboratifs de recherche, et sur les modes de communication des organisations internationales. Elle privilégie une approche ethnographique – caractérisée, notamment, par une démarche empirique et un contact direct et prolongé avec les populations étudiées. La question du rapport à l'Autre – ce qui le fonde, ce qui le structure, comment il se manifeste et se déploie avec toutes ses implications politiques, éthiques, culturelles et communicationnelles – se trouve au cœur de sa réflexion. Parallèlement, elle œuvre activement, depuis 2004, à titre de professionnelle de la communication au service des organisations internationales. Elle a travaillé au Bureau de l'UNESCO à Dakar et à la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie, apportant un appui en matière de communication scientifique et de transfert de connaissances. Elle a aussi agi pour le compte de diverses organisations comme communicatrice, rédactrice et chargée de projets en édition depuis 1999.



## Nos membres étudiants, postdoctoraux et collaborateurs

---

### Membres étudiants

**Élise Hansbury**

Doctorante en droit, UQAM

### Membres postdoctoraux

**Moussa Diop**

Post-doctorant en science politique  
Encadrement : Bonnie Campbell

**Gabriella Djerrahian**

Post-doctorante en sociologie  
Encadrement : Marie Nathalie LeBlanc

**Hong-Loan Trinh**

Post-doctorante en science politique  
Encadrement : Bonnie Campbell

### Membres collaborateurs

**Remadji Hoinathy**

Professeur au Département d'Anthropologie, Université de N'Djaména (Tchad) et Coordonnateur du Centre de recherche en anthropologie et sciences humaines (CRASH)

**Andreas Jacobs**

Associate Fellow, Peace Research Institute Frankfurt (PRIF), Allemagne

**Molly Kane**

Consultante, chercheure en résidence, CIRDIS, UQAM  
Directrice de L'Entraide missionnaire

# États financiers 2015 / 2016

## REVENUS

1er mai 2015 au 30 avril 2016

	Réel	Reporté	Modifié	Approuvé
	2016-04-30	2015-05-01	2015/2016	2016-03-07
<b>REVENUS</b>				
PAFARC - CIRDIS Centre (juin) UBR704151	40 730,79 \$	12 230,79 \$	40 730,79 \$	40 730,79 \$
CRSH - REINVENTERRA 2014/16 (avril) UBR370564	97 107,96 \$	97 107,96 \$	97 107,96 \$	97 107,96 \$
CRSH - CERLAC 2014/15 (déc.) UBR370579	15 000,00 \$	15 000,00 \$	15 000,00 \$	15 000,00 \$
CRSH - Connexion REINVENTERRA 2015 (juin) UBR370839	25 000,00 \$	0,00 \$	25 000,00 \$	25 000,00 \$
CRSH - Synthèse (nov.) UBR370913	25 000,00 \$	0,00 \$	25 000,00 \$	25 000,00 \$
ILO - Travailleurs migrants 2015 (déc.) UBR370783	34 780,00 \$	0,00 \$	34 780,00 \$	32 500,00 \$
Inter Pares (déc.) UBR301426	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MRI - Chili-Qc 2014/16 (mars) UBR305499	5 000,00 \$	5 000,00 \$	5 000,00 \$	5 000,00 \$
Autres revenus (SVE UQAM ou autre)	8 500,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
<b>Sous-total</b>	<b>251 118,75 \$</b>	<b>129 338,75 \$</b>	<b>242 618,75 \$</b>	<b>240 338,75 \$</b>
<b>RÉSERVES</b>				
<b>CIRDIS</b>				
CHAIRE - Compte Z transition (Z932CL815) UBR703341	10 000,00 \$		10 000,00 \$	10 000,00 \$
<b>Comptes de recherche (B.Campbell)</b>				
C.-A. Poissant (E932CL815) UBR300344	20 220,24 \$		20 220,24 \$	20 297,57 \$
GRAMA - Compte recherche (S223C1965) UBR301427	3 843,28 \$		3 843,28 \$	3 843,28 \$
CHAIRE - Compte recherche (K932CL815) UBR702371	3 064,34 \$		3 064,34 \$	3 064,34 \$
ILO - Travailleurs migrants 2015 (déc.) UBR370783	0,00 \$		0,00 \$	0,00 \$
<b>Sous-total</b>	<b>37 127,86 \$</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>37 127,86 \$</b>	<b>37 205,19 \$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>288 246,61 \$</b>	<b>129 338,75 \$</b>	<b>279 746,61 \$</b>	<b>277 543,94 \$</b>

## VENTILLATIONS DES REVENUS 2015/2016

Nouveaux financements	93 280,00 \$
Versements annuels	28 500,00 \$
<b>Sommes reportées (exercice 2014/2015)</b>	<b>129 338,75 \$</b>
<b>TOTAL 2015 / 2016</b>	<b>251 118,75 \$</b>
Réserves cumulées	37 127,86 \$
<b>TOTAL 2015 / 2016</b>	<b>288 246,61 \$</b>

## DÉPENSES

### DÉPENSES

<b>FRAIS INDIRECTS</b>				
941-961-962-963-969 Frais UQAM	3 878,30 \$	0,00 \$	3 878,30 \$	3 260,87 \$
Frais autres	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
<b>Sous-total frais indirects</b>	<b>3 878,30 \$</b>		<b>3 878,30 \$</b>	<b>3 260,87 \$</b>
<b>PERSONNEL</b>				
51606 / 51650 Salaire irrégulier - professionnel	128 416,16 \$	0,00 \$	118 889,37 \$	105 260,56 \$
A57 Salaire irrégulier - technique	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
51522 / 51542 Étudiant S.O.R (2e cycle)	675,12 \$	0,00 \$	7 802,48 \$	16 659,15 \$
A5K Étudiant S.O.R (1er cycle)	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
51524 Étudiant S.O.R (3e cycle)	363,36 \$	0,00 \$	6 864,04 \$	6 864,04 \$
51607 Sumuméraire - professionnel	334,92 \$	0,00 \$	5 046,50 \$	12 014,05 \$
52001 / 52002 avantages sociaux	27 692,01 \$	0,00 \$	2 115,35 \$	0,00 \$
51301-58511 Honoraires professionnel	27 050,79 \$	0,00 \$	26 522,66 \$	29 158,73 \$
Engagements salariaux	-500,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
<b>Sous-total personnel</b>	<b>184 032,36 \$</b>		<b>167 240,40 \$</b>	<b>169 956,53 \$</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
53011 Frais déplacement Séjour personnel	23 722,85 \$	0,00 \$	25 062,13 \$	27 395,46 \$
53014 Cours perf. Congrès Colloque	378,64 \$	0,00 \$	378,64 \$	0,00 \$
53511-53514 Frais représentation Réseautage	2 372,12 \$	0,00 \$	4 728,11 \$	5 454,14 \$
54011 Fournitures et matériel	2 051,84 \$	0,00 \$	2 000,00 \$	2 250,00 \$
54015 Photocopies / Polycopies	434,23 \$	0,00 \$	750,00 \$	750,00 \$
54016 Prestations postales	3,47 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
54711 Volumes Périodiques	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
494 Équipement informatique	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
55011 Subventions & Cotisations	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
506 Dégrèv./charge cours	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
55111 Transfert interfonction / 55014 Virement établ.univers.	4 500,00 \$	0,00 \$	32 405,25 \$	27 905,25 \$
57011 - Équipement & Frais télécomm.	198,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	500,00 \$
57012 Appel tarifés & télégrammes	6,35 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
811 Service contractuel (externes)	1 339,99 \$	0,00 \$	2 866,50 \$	2 866,50 \$
818 Publicité	76,27 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
901-90Z Frais de banque	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
59710 Budget global non réparti (imprévus)	-2 000,00 \$	0,00 \$	3 309,42 \$	0,00 \$
49511 Vente ou récupération externe	-64,14 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
<b>Sous-total fonctionnement</b>	<b>33 019,62 \$</b>		<b>71 500,05 \$</b>	<b>67 121,35 \$</b>
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>220 930,28 \$</b>		<b>242 618,75 \$</b>	<b>240 338,75 \$</b>

**VENTILLATION DES SOMMES REPORTÉES À LA FIN DE L'EXERCICE FINANCIERS 2015/2016**

1er mai 2015 au 30 avril 2016	<b>RÉEL</b>		<b>Approuvé AG</b>	
<b>REVENUS / DÉPENSES</b>	<b>2016-04-30</b>		<b>2016-03-07</b>	
<b>Surplus / Déficit</b>	<b>67 316,33 \$</b>		<b>37 205,19 \$</b>	
<b>Sommes engagées réel</b>	0,00 \$		0,00 \$	
<b>Disponibilité réel</b>	67 316,33 \$		37 205,19 \$	
<b>Dépenses - réserves estimées et engagées 2015/16</b>	3 003,75 \$		0,00 \$	
<b>Engagées reportées 2016/17</b>	34 307,45 \$		0,00 \$	
<b>Réserves estimées</b>	30 005,13 \$		37 205,19 \$	
<b>TOTAL DES ENGAGEMENTS &amp; RÉSERVES (Disponible)</b>	<b>67 316,33 \$</b>		<b>37 205,19 \$</b>	

